



Rives méditerranéennes

20 | 2005

Action publique et transformation des espaces en
Méditerranée septentrionale

Introduction

Roland Courtot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/1853>

DOI : 10.4000/rives.1853

ISBN : 978-2-8218-0038-0

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 février 2005

Pagination : 11-12

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Roland Courtot, « Introduction », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 20 | 2005, mis en ligne le 25 juin 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/1853> ; DOI : 10.4000/rives.1853

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Introduction

Roland Courtot

- 1 LA DERNIÈRE JOURNÉE d'études du programme 1 de l'UMR Telemme (« Villes et territoires en Méditerranée septentrionale contemporaine »), qui a eu lieu le 13 juin 2003, a été consacrée aux « Nouvelles formes d'action publique et (à la) transformation des espaces ». Cet intitulé situe cette journée à la charnière du programme qui touchait à sa fin dans le cadre du contrat quadriennal 2000-2003 et du nouveau programme qui devait commencer avec la rentrée universitaire d'octobre 2003 (quadriennal 2004-2007) et qui se proposait d'étudier les « Dynamiques des territoires métropolitains en Méditerranée ».
- 2 Le premier programme trouvait sa source lointaine dans l'étude des « rapports ville-campagne » initiée par les géographes dès les années 1960, et développés par la suite, surtout dans les années 1980 et 1990, en direction des formes et des processus de constitution des aires métropolitaines, avec l'aide des urbanistes qui lançaient les concepts de « ville-territoire » et de « projet urbain », des historiens qui se sont de plus en plus préoccupés de spatialiser l'histoire sociale et politique des villes méditerranéennes, comme les économistes avaient analysé les champs d'applications des fameuses « lois » de l'économie. Parmi les groupes de recherche concernés, ce programme a fortifié l'interdisciplinarité, les approches spatialisées, les travaux de terrain et le comparatisme international. Un des résultats à souligner a été le retour en force du politique dans la réflexion sur l'espace, en particulier chez les géographes, car cette « entrée » a fourni bien des éclairages sur les dynamiques nouvelles¹ : le balancement de l'urbain au périurbain, puis du péri urbain à l'urbain, le retour des centres et des centralités dans le débat sur la gestion métropolitaine, la place renouvelée des faits culturels (cette dernière remarque pouvant être considérée d'ailleurs comme une tautologie pour les territoires méditerranéens).
- 3 La période 1980-1990 a été pour les pays de l'Arc Méditerranéen celle de la mise à jour des législations sur le sol et sur le littoral afin de mieux fixer les règles de l'intervention publique face à la poussée de l'urbanisation, à la croissance de la transformation des espaces ruraux et naturels en espaces urbains, et aux atteintes concomitantes à l'environnement, phénomènes qui ont connu leur maximum d'intensité dans les aires

métropolitaines et sur les littoraux méditerranéens. (En France : Loi Littoral en 1986, Loi d'Orientation pour l'Aménagement du Territoire, dite loi Pasqua en 1995, Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire, dite loi Voynet, en 1999 ; en Espagne : Ley de Aguas en 1985, Ley de Costas en 1988, puis lois des communautés régionales de la façade Méditerranéenne...

- 4 Le nouveau programme s'est donc appuyé sur les acquis de ces questionnements pour lancer de nouvelles interrogations : comment s'organisent les nouvelles centralités urbaines et les nouvelles compétences citoyennes ? Quelles sont les conséquences de l'étalement urbain sur les terroirs et les paysages préexistants ? Quelles échelles et quels territoires sont-ils pertinents pour l'action institutionnelle et politique ?
- 5 Les interventions présentées lors de la journée d'études se sont, sur ces questions, répondues deux à deux. Bernard Morel (UMR Telemme) s'est interrogé sur l'articulation des échelles de décision et de gestion entre elles et dans leurs rapports avec la société civile, à travers la « philosophie » des institutions et des recompositions territoriales récentes, tandis que Jacques Daligaux (UMR Telemme) illustre ces questions par l'analyse de la nouvelle Directive d'Aménagement du Territoire des Bouches-du-Rhône. L'application des actions publiques et leur traduction dans la transformation d'espaces en cours d'aménagement a été illustrée par deux études de cas différentes dans les finalités, les échelles et les types de territoires concernés : Vicente Gozávez et ses collègues du département de Géographie humaine de l'Université d'Alicante ont montré le rôle des politiques territoriales dans l'urbanisation, à des fins touristiques, des littoraux de la province d'Alicante en Espagne, depuis les années 1960. Brigitte Bertoncello et Rachel Rodrigues-Malta (UMR Telemme) ont fait une analyse critique des finalités affirmées du projet « Euroméditerranée » à Marseille : les centralités métropolitaines attendues seront-elles au rendez-vous ?

INDEX

Mots-clés : environnement, espace, géographie, littoral, politique, pouvoir, territoire, urbanisation

Index chronologique : Époque contemporaine

Index géographique : Europe méridionale

AUTEUR

ROLAND COURTOT

Roland Courtot est professeur émérite de géographie humaine à l'Université d'Aix-Marseille et mène ses recherches au sein de l'UMR Telemme. Les domaines d'enseignement et champs de recherche de l'auteur portent sur la [géographie urbaine](#), [l'analyse spatiale](#), [les images et paysages géographiques](#), [les agricultures irriguées en Méditerranée septentrionale](#) et sur la [péninsule ibérique](#)